

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1100<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 29 janvier 1962,  
à 10 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Page
Point 27 de l'ordre du jour: La situation en Angola: rapport du Sous-Comité constitué aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale (suite) . . . . .	1421

**Président:** M. Mongi SLIM (Tunisie).

### POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en Angola: rapport du Sous-Comité constitué aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale (suite)

1. M. GALLEGOS (Equateur) [traduit de l'espagnol]: La position de l'Equateur à l'égard de la situation en Angola est parfaitement définie, aussi bien à l'Assemblée qu'au Conseil de sécurité; c'est pourquoi j'ai l'intention d'être fort bref.

2. Je dois cependant faire savoir que ma délégation a étudié avec beaucoup d'intérêt et très attentivement le rapport [A/4978] du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola, en vertu de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale. Ce rapport, établi par les représentants du Dahomey, de la Finlande, de la Malaisie et du Soudan, sous la présidence de M. Carlos Salamanca, représentant de la Bolivie, est un travail extrêmement utile. En effet, il porte à la connaissance de l'opinion publique mondiale, malgré les difficultés rencontrées, la vraie situation de l'Angola et son caractère tragique. Il ne pouvait en être autrement, puisque là où le sang coule, il y a de la souffrance, là où l'oppression est pratiquée, il y a de l'amertume, et là où l'on s'efforce de refouler l'aspiration d'un peuple à la libre détermination, l'appel de la liberté éclate, inextinguible: plus on soufflera dessus pour l'éteindre, plus on l'avivera, jusqu'au moment où toute trace de colonialisme aura disparu de la face de la terre.

3. Nous estimons que les membres du Sous-Comité ont accompli un magnifique travail, conforme aux dispositions et aux principes de la Charte qui ont été traduits en des résolutions adoptées par l'Assemblée ou par le Conseil de sécurité, résolutions en faveur desquelles ma délégation est intervenue d'une manière ou d'une autre, par fidélité à sa tradition humanitaire et chrétienne et à son amour de la liberté.

4. Je reconnais que la thèse soutenue par le représentant du Portugal [1088<sup>e</sup> séance] est fort habile, mais elle manque de consistance juridique, car on ne peut accepter son argument fondé sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, en vertu duquel il prétend que la situation en Angola relève de la compétence nationale de son pays et que l'Organisation des

Nations Unies n'a donc pas à en connaître. J'aurais voulu faire une analyse détaillée de cette thèse, mais cela aurait beaucoup allongé mon intervention et, comme je l'ai déjà dit, je désire être bref. Je m'abstiens de faire cette analyse, mais notre attitude parfaitement définie s'est déjà manifestée par nos votes au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale à l'occasion des résolutions 1514 (XV), 1542 (XV) et 1603 (XV) de l'Assemblée et de la résolution adoptée le 9 juin 1961 par le Conseil de sécurité<sup>1/</sup>. Cette attitude consiste à reconnaître, comme il ressort d'une analyse juridique objective et sans passion, que l'Angola est un territoire non autonome et non pas une province du Portugal, comme celui-ci le prétend. C'est pourquoi nous ne pouvons admettre l'exception d'incompétence qu'on veut opposer aux Nations Unies en vertu du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

5. Pour terminer, je veux d'abord évoquer les bonnes relations que nous entretenons avec le Portugal et lui exprimer notre sincère espoir de le voir bientôt tenir compte de l'esprit de notre temps et travailler intensément à instaurer en Angola la liberté et à y accorder l'autodétermination, comme l'ont fait d'autres puissances pour des territoires qu'elles administraient. Je profite de cette occasion pour féliciter du haut de cette tribune le Royaume-Uni pour les efforts qu'il a accomplis afin de se conformer aux principes de la Charte des Nations Unies et spécialement pour sa volonté ferme d'accorder la liberté à la Guyane britannique, cette partie de notre Amérique, qui vivra bientôt dans la liberté, comme nous le désirons et l'espérons tous.

6. Finalement, nous déclarons aux peuples qui luttent pour leur liberté en Afrique que, fidèles à notre tradition, nous suivons avec sympathie leurs efforts et que nous formons des vœux pour que le mécanisme institué par les Nations Unies afin de liquider le colonialisme soit loyalement appliqué et que la liberté soit rendue aux peuples qui en sont privés, car si on ne la leur donne pas, ils la prendront eux-mêmes.

7. Nous appuierons tout projet tendant à donner au problème de l'Angola une solution juste, de manière à éviter tout ressentiment et sans que cette solution serve de prétexte pour faire saigner la plaie de l'Angola au flanc de l'Afrique.

8. M. GARCIA INCHAUSTEGUI (Cuba) [traduit de l'espagnol]: Nous sommes réunis aujourd'hui pour traiter d'une question qui a déjà été discutée maintes fois par divers organes des Nations Unies et sur laquelle plusieurs résolutions ont déjà été adoptées. Pourtant, nous en sommes au même point que le premier jour: tout le problème reste à résoudre. Pendant ce temps, des milliers d'hommes combattent

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément d'avril, mai et juin 1961, document S/4835.

et donnent leur vie pour obtenir l'exercice des mêmes droits que les hommes des Etats indépendants dont nous représentons les gouvernements, ils combattent et donnent leur vie pour réaliser les principes et les aspirations que la Charte a consacrés pour tous les peuples, ils combattent et donnent leur vie pendant que nous discutons et que nous discourons. Pour vous, Monsieur le Président, pour l'Organisation, pour la communauté juridique internationale, pour nous tous, c'est une honte que cette agression coloniale poursuivie avec un tel acharnement. C'est une honte pour notre époque que cet acte de génocide commis par le colonialisme contre le peuple angolais. Nous l'avons laissé massacrer et nous le laissons massacrer. Entre autres défauts, le colonialisme est tenace et acharné, et c'est ce que prouve mille fois la situation en Angola.

9. Les Nations Unies, selon leur charte, ont parmi leurs buts celui de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire; les Membres de l'Organisation doivent régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationale ainsi que la justice ne soient pas mises en danger. On a offert au gouvernement colonial toutes possibilités de se réconcilier un peu avec l'histoire et les temps modernes; on lui a communiqué toutes les requêtes et réclamations. Or, ce gouvernement fait la sourde oreille et persiste à soutenir ces sophismes: "L'Angola est une province du Portugal. La lutte du peuple angolais est une question intérieure du Portugal." Voilà ce que répète à satiété la puissance coloniale en Angola.

10. Mais l'Angola est en Afrique et le Portugal est en Europe; entre les deux, il existe un océan et les barrières qu'ont dressées ceux qui, tout en appelant l'Angola une province, ont traité les Angolais comme des esclaves. Si nous n'avions pas assez de toutes les preuves qui montrent que l'Angola est une colonie portugaise, si nous étions restés dans l'ignorance de ce qu'est l'Angola et de ce qu'est un gouvernement, si nous n'avions rien su de la lutte menée par le peuple angolais, si nous n'avions rien soupçonné de ce qu'est le colonialisme, il nous suffirait de l'affirmation du Portugal pour comprendre que l'Angola est une colonie.

11. L'histoire est le laboratoire dont les expériences nous instruisent, nous qui nous occupons de questions politiques. Les Nations Unies comprennent actuellement 104 Etats Membres, dont la plupart ont accédé à l'indépendance en luttant contre les puissances coloniales. Pendant ces luttes, nos peuples ont entendu jusqu'à en avoir la nausée les mêmes arguments que le Gouvernement portugais emploie aujourd'hui contre le peuple angolais, les mêmes accusations de subversion internationale. La plupart de nos pays ont été eux aussi autrefois des provinces d'outre-mer; ceux qui furent les héros de leur indépendance ont été qualifiés des mêmes épithètes que celles que nous entendons maintenant et les mouvements d'indépendance ont été eux aussi qualifiés de subversion internationale. Quand l'Amérique latine a commencé à lutter pour son indépendance, la France venait de bouleverser la conscience du monde par sa révolution bourgeoise; les fondateurs de nos pays d'Amérique ont essayé d'y appliquer les principes de cette révolution, au point que les puissances coloniales traitaient nos patriotes d'"afrancesados". En ce temps-là,

les idées révolutionnaires avaient en France un important centre d'expression. Ils ne l'ont plus aujourd'hui, mais les colonialistes de vieille et d'ancienne souche n'ont pas modernisé leur argumentation et chaque fois qu'un peuple lutte pour sa liberté, pour son indépendance, pour son développement, on répète les mêmes accusations et l'on attribue à la prétendue subversion internationale des faits qui ont leur origine dans l'exploitation colonialiste.

12. L'Angola ne fait pas partie du Portugal, pour la simple raison que les Angolais, c'est-à-dire ceux qui peuvent et doivent en décider, l'ont déjà proclamé à la face du monde dans leur lutte contre une puissante armée étrangère qui a l'appui des grands intérêts financiers internationaux et du gros fournisseur d'armes pour toutes les causes impopulaires du monde, le Gouvernement des Etats-Unis.

13. La guerre contre le peuple angolais n'est pas seulement déchaînée par une puissance colonialiste acharnée. La guerre d'Angola est aussi la guerre des grands intérêts financiers qui veulent garder leur contrôle absolu sur l'économie des peuples sous-développés, des intérêts financiers au service desquels agissent les armées coloniales et les gouvernements coloniaux. En Angola, la puissance coloniale garantit une matière première à son marché et une main-d'œuvre esclave aux consortiums étrangers, aux compagnies et sociétés étrangères.

14. Dans le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978], on relève certains renseignements intéressants en matière économique. Le Portugal affirme que l'Angola fait partie de son territoire national. Analysons les avantages que cette situation comporte pour les Angolais, après plusieurs siècles de culture "européenne" dans ce secteur. Le rapport indique:

"A l'heure actuelle, la situation économique de l'Angola se caractérise par le fait que le Portugal et la population européenne établie à titre permanent dans le territoire contrôlent presque exclusivement la gestion et le financement des entreprises économiques. Le premier ministre Oliveira Salazar l'a reconnu dans un discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée nationale le 30 juin 1961."

Plus loin, le rapport ajoute: "La plupart des Africains pratiquent l'agriculture de subsistance ou travaillent en tant qu'ouvriers non spécialisés."

15. Vers 1954, on estimait — c'est le rapport qui l'affirme — que près de 500 000 Angolais vivaient hors du territoire, migration que l'on attribue en premier lieu au fait que les Angolais recherchent ailleurs des avantages économiques, cela dans un pays dont le recensement de 1950 évaluait la population à 4 145 266 habitants. A ce propos, le rapport du Sous-Comité nous offre les renseignements suivants: "Les Etats-Unis... étaient le client le plus important en 1959, recevant environ 25 p. 100 des exportations angolaises..." [A/4978, par. 371.] "Les diamants constituant le poste principal des exportations vers le Royaume-Uni..." [Ibid.] "En 1960, le commerce avec le Portugal a accusé un déficit de 853 000 contos (29 667 000 dollars des Etats-Unis) et le commerce avec les pays étrangers un excédent de 658 000 contos (22 885 000 dollars des Etats-Unis). Cette structure des échanges est demeurée relativement constante pendant les 10 dernières années. L'Angola a donc constitué une source importante de devises étrangères

pour le Portugal." [Ibid., par. 372.] "... bien que le coton soit l'une des principales cultures de l'Angola, l'industrie textile locale n'a pas atteint un niveau important, et la majeure partie du coton angolais est exportée au Portugal aux fins de traitement." [Ibid., par. 381.]

16. Je ne crois pas qu'après une analyse objective de ces renseignements qui figurent dans le rapport on puisse mettre en doute le fait que l'Angola est, du point de vue économique, une colonie prospère, de laquelle la métropole a tout reçu et à laquelle la métropole n'a rien donné.

17. Du point de vue social, la discrimination raciale établie en cette prétendue "province" distingue cinq catégories de personnes; les autochtones sont soumis à un régime de travail qu'un ancien fonctionnaire colonial supérieur du Portugal, s'il vous plaît, a qualifié de plus cruel que l'esclavage proprement dit.

18. Du point de vue politique, la plus cruelle répression est pratiquée contre le mouvement patriotique qui lutte pour la libération nationale et cette persécution s'étend à tous les autochtones. Il ne suffit pas au gouvernement colonial d'utiliser des troupes, des mitrailleuses et des fusils. Puisqu'il avait des avions, il s'en est servi aussi pour semer la mort au moyen de bombes au napalm qui ont réduit en cendres les villages construits en matériaux faciles à incendier.

19. La presse portugaise se fait l'écho de prétendues atrocités commises par les Angolais; elle décrit avec un grand luxe de détails de prétendus massacres d'enfants et des viols, elle invente des scènes toujours plus macabres, mais elle ne dit pas un mot de ce qu'ont fait les troupes portugaises, elle passe sous silence les milliers de morts, les villages anéantis, la guerre sans merci conduite avec les armements les plus modernes contre un adversaire qui ne peut combattre à armes égales.

20. Nous avons entendu proposer ici des solutions pacifiques en Angola par ceux qui ont attaqué et qui attaquent encore Cuba; nous avons entendu suggérer des attitudes prudentes et conciliatrices par ceux qui utilisent des gouvernements fantoches dans le système interaméricain pour entreprendre des sanctions contre Cuba et pour faciliter une nouvelle intervention unilatérale dans notre patrie. A quoi attribuer ce contraste dans l'attitude américaine, agressive lorsqu'il s'agit de Cuba et prudemment conservatrice lorsqu'il s'agit de l'agression coloniale en Angola? Serait-ce que Cuba possède des colonies ou vote avec les puissances coloniales? Je me permets d'affirmer que c'est tout simplement parce que les Cubains luttent contre le sous-développement, parce qu'ils liquident l'analphabétisme, parce qu'ils suppriment la discrimination raciale, parce qu'ils partagent les terres et nationalisent les compagnies étrangères, et tout cela à 150 kilomètres seulement du monstrueux impérialisme.

21. Celui qui lirait l'intervention du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Rusk, à Punta del Este<sup>2/</sup>, et celle du représentant des Etats-Unis, M. Stevenson, ici-même à l'Assemblée [1097ème séance], au sujet de l'Angola, pourrait croire qu'il s'agit de deux gouvernements différents. Quelle méprisable hypocrisie!

Quel manque de conscience internationale! "Les dispositions de la Charte sont très claires" — a dit ici le représentant permanent des Etats-Unis — et il a cité le paragraphe 3 de l'Article 2 de la Charte: "Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques." Plus loin, il a ajouté: "Dans un monde qui vit sous la menace de l'arme nucléaire, même nos petites querelles peuvent faire boule de neige et dégénérer en une catastrophe générale." Et ensuite: "S'il se trouve encore quelqu'un pour estimer que sa cause est si spéciale ou a des aspects tellement particuliers qu'il peut négliger les procédures internationales et écraser les obstacles par la force militaire, qu'il songe au risque que cela entraîne." Plus loin encore: "Dans notre monde interdépendant, ce qui se passe en un lieu même éloigné a des répercussions tout autour du globe et les conséquences prennent de l'ampleur avec l'éloignement. Il n'est plus possible d'espérer que les conflits seront localisés."

22. Nous pourrions continuer à citer des paragraphes de l'intervention du représentant des Etats-Unis. Comment est-il possible de débiter tout cela du haut de cette tribune, avec la figure d'un honnête homme et sur un ton de prédicateur? Comment est-il possible de le débiter au nom du Gouvernement des Etats-Unis, c'est-à-dire au nom d'un gouvernement qui pratique précisément une politique toute contraire à celle que décrit ici son représentant permanent?

23. On menace les Nations Unies de destruction parce qu'un pays, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques, libère une partie de son territoire de l'occupation coloniale étrangère; on adresse des avertissements aux nouveaux Etats pour qu'ils s'abstiennent de prêter main-forte à leurs frères de race en captivité, et celui qui fait tout cela, au nom du colonialisme, c'est le Gouvernement des Etats-Unis, ce même gouvernement qui pose comme condition aux pays d'Amérique latine, pour leur prêter de l'argent, qu'ils s'engagent à voter pour lui permettre de continuer son agression contre Cuba, de continuer son intervention dans les affaires intérieures de Cuba. On ne pourrait imaginer plus grand chantage international, plus grave manque de respect envers les Etats indépendants, plus manifeste intervention dans leurs affaires nationales.

24. Dans le cas de l'Angola comme dans tous les différends internationaux, notre gouvernement désire des solutions pacifiques, la négociation dans le cadre des principes de la Charte, la coexistence, la paix. Telle a été précisément à tout moment l'attitude des patriotes angolais, c'est là aussi un renseignement qui figure dans le rapport du Sous-Comité. Les dirigeants du peuple angolais ont exprimé leur désir et leur intention de parvenir à une solution pacifique si l'attitude du Gouvernement portugais le permettait.

25. Cependant, nous ne devons pas oublier que la lutte en Angola est celle d'une puissance coloniale qui fait partie d'une alliance militaire puissante contre un peuple qui se bat pour son indépendance. Et, quand un peuple se bat pour son indépendance, il ne peut exister d'autre négociation que celle qui consacre cette indépendance. Nous ne pouvons oublier que les Membres de l'Organisation des Nations Unies ne doivent pas davantage favoriser une autre solution qui ne serait pas la liquidation complète du colonialisme, car ainsi nous l'ordonnent la Charte et les résolutions anticolonialistes adoptées par l'Assemblée.

<sup>2/</sup> Réunion de consultation des ministres des relations extérieures des pays de l'OEA, tenue à Punta del Este (Uruguay), du 22 au 31 janvier 1962.

26. Nous qui avons l'expérience de la lutte des peuples pour leur indépendance, nous savons que les prétendues "réformes" ne sont que des manœuvres de l'autorité coloniale pour retarder l'indépendance. C'est pourquoi nous ne nous étonnons pas que le représentant des Etats-Unis, dont le Gouvernement est l'allié militaire de la puissance coloniale en Angola, se fasse des illusions et s'efforce d'illusionner l'Assemblée avec des réformes qui, jusqu'à présent, sont d'ailleurs hypothétiques.

27. La présence du Portugal dans la même alliance militaire que les autres puissances coloniales, parmi lesquelles se trouve le principal fournisseur d'armes, le Gouvernement des Etats-Unis, n'est pas sans rapport avec les événements qui se sont produits et qui se produisent encore dans cette colonie. Il serait bien naïf de penser, comme le représentant des Etats-Unis voudrait nous le faire croire, que la puissance coloniale va mettre de côté soigneusement les armements que les Etats-Unis lui fournissent afin de ne pas les utiliser dans la lutte contre le peuple angolais.

28. Au cours de notre intervention dans l'affaire de Bizerte [1002ème séance] nous avons affirmé notamment que des bombes américaines étaient tombées sur l'Angola. Nous lisons aujourd'hui une dépêche internationale sur des informations parues dans des journaux anglais et américains. Selon une information transmise de Londres et datée du 20 août: "Les bombes utilisées par l'aviation portugaise pour attaquer en Angola des villages sans défense appartiennent aux forces aériennes des Etats-Unis", révèle le journal *Sunday Observer* dans une dépêche de son correspondant à Léopoldville. Le même journal affirme qu'une des bombes lancées le 29 juillet 1961 sur un petit village situé à 65 kilomètres de la frontière entre l'Angola et le Congo portait l'inscription ainsi conçue: "Propriété des forces aériennes des Etats-Unis". Cette inscription nous est très familière. "Les forces portugaises — continue la dépêche — bombardent d'immenses secteurs pour s'efforcer d'arrêter l'avance des patriotes." Le correspondant fait également état des déclarations d'un soldat, selon lequel les bombes utilisées dans l'attaque contre l'Angola sont incendiaires, qu'elles pèsent 750 livres et proviennent de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord.

29. Une autre dépêche provenant de San Francisco, en date du 2 septembre 1961, est ainsi conçue: "Le journal *San Francisco Chronicle* révèle que les bombes au napalm fournies par les Etats-Unis au Portugal en vertu des plans bellicistes de l'OTAN sont utilisées par les colonialistes portugais pour incendier les villages en Angola." Le journal publie l'information communiquée par un correspondant américain en Afrique: après avoir décrit les atrocités commises dans un village dévasté par les bombardements aériens, il affirme que les fragments d'une bombe incendiaire portaient l'inscription "Forces aériennes des Etats-Unis".

30. Les Etats-Unis, leur gouvernement cela va sans dire, ont fait à la réunion de Punta del Este la proposition ridicule de mettre l'embargo sur un prétendu commerce d'armes entre les pays d'Amérique latine et Cuba, ce pays qui n'a pas de colonies, qui ne fait pas de guerres coloniales et qui n'a des armes que pour se défendre contre les agressions militaires des Etats-Unis. Cependant, ce même gouvernement continue à fournir des armes aux pays qui livrent des guerres coloniales. Dans le cas de l'Angola, il cherche

à dégager sa responsabilité par une observation ridicule qu'il aurait faite, paraît-il, au Gouvernement portugais, et je cite ici les paroles mêmes du représentant des Etats-Unis [1097ème séance]: "... les Etats-Unis ont fait remarquer au Gouvernement portugais que le fait de détourner vers les combats en Angola tout équipement militaire de l'OTAN fourni au Portugal par les Etats-Unis serait incompatible avec notre accord de défense militaire avec le Portugal",

31. Quels armements, nous demandons-nous, utilisent donc les 30 000 soldats que le Portugal entretient en Angola? Le Portugal a-t-il une industrie d'armements suffisante pour équiper ces troupes? Les armes employées contre l'Angola, contre l'Algérie, contre la Tunisie, contre Cuba portent généralement la même marque de fabrique: ce sont des armes "made in USA", même si le représentant des Etats-Unis s' imagine que la déclaration qu'il a faite ici décharge son gouvernement de toute responsabilité et de tout péché.

32. Une mesure élémentaire pour freiner l'agression colonialiste consisterait à cesser immédiatement de fournir des armes aux pays coloniaux qui mènent des guerres coloniales.

33. Le Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux doit donner la priorité à la question de l'Angola. Nous devons essayer de mettre fin à la guerre injuste qui se livre là-bas contre l'indépendance de ce pays en appliquant dans le cas de l'Angola les résolutions anticolonialistes de l'Assemblée et les principes de la Charte.

34. M. QUAISON-SACKEY (Ghana) [traduit de l'anglais]: Je dois déclarer dès le début que ma délégation ne souscrit pas à l'opinion soutenue devant l'Assemblée et selon laquelle les Nations Unies n'auraient pas compétence pour discuter de la situation en Angola, ou même de toute situation susceptible de se produire dans d'autres territoires non autonomes, en Afrique ou ailleurs. Nulle part dans la Charte il n'a été stipulé que les questions intéressant les territoires dépendants sont du ressort exclusif de la compétence nationale. Quelque interprétation qu'on lui donne, le paragraphe 7 de l'Article 2 n'autorise aucune puissance coloniale à l'invoquer pour faire obstacle à la discussion de questions intéressant des territoires non autonomes. Nous reconnaissons que le Chapitre XI de la Charte a des limitations, mais il y est néanmoins inscrit un élément essentiel, la mission sacrée confiée aux Nations Unies à l'égard des territoires et peuples dépendants. La responsabilité qui incombe à l'Assemblée générale en matière de questions coloniales n'est pas contestable depuis l'adoption de la déclaration bien connue contenue dans la résolution 1514 (XV). Qu'aucune délégation ne vienne donc présenter ici de prétendus arguments juridiques en faveur de la non-compétence, alors que ce qui nous intéresse est l'avenir des territoires et peuples dépendants. J'espère que le représentant du Portugal voudra bien relire la Charte ainsi que toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet des territoires coloniaux et se comportera comme il sied au représentant d'un Membre loyal de l'Organisation.

35. Au cours de l'année écoulée, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont été saisis tous deux de la situation en Angola. En deux occasions, le

Conseil a consacré beaucoup de temps à l'examen de cette situation, considérée comme dangereuse pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Assemblée générale a fait de même à la reprise de sa quinzième session, en avril 1961.

36. Nous n'aurions pas consacré tant d'heures à débattre la situation en Angola si le Portugal avait réagi favorablement à l'appel que l'Assemblée lui avait adressé dans la résolution 1603 (XV), l'invitant:

"...à envisager d'urgence l'application, en Angola, de mesures et de réformes visant à donner effet à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, compte dûment tenu des droits de l'homme et des libertés fondamentales et en conformité de la Charte des Nations Unies".

37. Cette reprise de la session de l'Assemblée n'aurait pas eu lieu si le Portugal avait pris, pour employer les termes de la résolution 1514 (XV):

"...des mesures immédiates... pour transférer tous pouvoirs aux peuples [de ces territoires], sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes".

38. Le fait que cette situation ait dû être examinée si fréquemment reflète bien son aggravation et souligne la nécessité pressante de trouver une solution conforme à la résolution 1514 (XV) et aux dispositions de la Charte.

39. L'objet du présent débat découle de la résolution 1603 (XV). Cette résolution était elle-même l'aboutissement d'une discussion amorcée à la suite d'une demande présentée par une quarantaine de délégations de pays d'Afrique et d'Asie, dont la nôtre, tendant à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée la question de "La situation en Angola". Les considérations exposées dans cette demande ont été par la suite incorporées dans la résolution 1603 (XV), qui a décidé notamment la création d'un Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola, dont le rapport nous est maintenant soumis.

40. On se souviendra que le Conseil de sécurité a adopté, le 9 juin 1961, une résolution exprimant la conviction que:

"...la persistance de la situation en Angola constitue une cause actuelle et virtuelle de friction internationale et semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales"<sup>3/</sup>.

41. Le Conseil de sécurité invitait aussi le Portugal à agir en conformité des dispositions de la résolution 1603 (XV), à cesser immédiatement les mesures de répression et à fournir toutes facilités au Sous-Comité pour lui permettre d'accomplir sa tâche rapidement.

42. Malgré ces deux résolutions, la situation en Angola, qui croît toujours en gravité et en violence, demeure un chapitre sanglant de l'histoire du colonialisme. Le Portugal continue à manifester, par la terreur, les mesures de répression en masse et l'emploi de la force armée, son refus de reconnaître les droits légitimes du peuple angolais à la libre

détermination et à l'indépendance, et il ne ménage aucun effort pour supprimer le mouvement de libération nationale en Angola. Dans l'accomplissement de ce qu'il appelle sa "mission civilisatrice", le Portugal ne s'est particulièrement distingué qu'en apportant au peuple angolais l'esclavage, la misère et les privations, dans les conditions les plus humiliantes et les plus dégradantes que l'histoire du colonialisme ait connues. Tel est, en un mot, l'état de choses sur lequel le Sous-Comité était chargé de faire rapport.

43. Ma délégation a examiné le rapport avec un vif intérêt. Nous félicitons le Sous-Comité du soin minutieux et de l'objectivité qu'il a apportés à la préparation de cet utile document. Il est fort regrettable que le Portugal ait refusé d'accorder sa coopération et son aide à cet organe pour l'accomplissement de cette importante tâche. Ma délégation déplore vivement ce manquement du Portugal. Il est tout aussi regrettable que la délégation portugaise ait jugé bon de boycotter le présent débat. Semblable conduite n'est pas pour servir les intérêts du Portugal et nous souhaitons que les amis de ce pays le lui disent. Si le Portugal avait accordé au Sous-Comité la coopération et l'aide voulues, le Sous-Comité aurait pu obtenir des renseignements sur place et sa présence même en Angola aurait amené une certaine détente.

44. Cependant, malgré les limitations découlant naturellement de l'impossibilité d'obtenir des renseignements sur place et bien que le Sous-Comité ait dû adopter en conséquence des formules prudentes et modérées, ce rapport nous est, je le répète, d'une très grande utilité. Une analyse détaillée de sa teneur permet de dégager un certain nombre de conclusions fort importantes.

45. D'abord, on ne peut contester que, pour reprendre les termes du paragraphe 413 du rapport: "... le conflit avait éclaté parce que le Gouvernement portugais avait refusé de respecter les aspirations légitimes du peuple angolais et s'efforçait d'empêcher par la force tout progrès vers l'autodétermination en Angola". On ne peut nier non plus que, comme l'indique le paragraphe 436:

"... les troubles et conflits en Angola sont surtout la conséquence des doléances sincères de la population autochtone contre l'administration du territoire, parmi lesquelles le mécontentement causé par les conditions économiques, l'influence du nationalisme africain, l'apparition de mouvements politiques qui cherchent à obtenir la réparation des préjudices et la reconnaissance du droit de libre détermination, enfin la sévère répression à laquelle ces groupes ont été soumis".

Le rapport dit ensuite:

"Les troubles et conflits ont abouti à des milliers de morts, à la fuite de près de 150 000 réfugiés et à la création d'une véritable atmosphère de guerre. Ils ont provoqué bien des actes de violence contre les Portugais aussi bien que les Angolais. Ils ont fait naître la peur et ont amené à parler de tentatives d'"extermination" ou d'"annihilation" de groupes raciaux, c'est-à-dire de conflit racial ressortissant au génocide."

Le rapport précise encore, au même paragraphe:

"Les événements ont suscité des rancœurs qui font qu'il sera plus difficile encore de rétablir le calme et d'amener les groupes raciaux à collaborer

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément d'avril, mai et juin 1961, document S/4835.



au progrès du territoire et de sa population." [A/4978, par. 437.]

46. Etant donné que le Portugal lui a refusé sa coopération, le Sous-Comité n'a pas pu obtenir des chiffres précis sur les pertes de vies humaines, mais, selon les renseignements publiés, entre 50 000 et 100 000 personnes ont été tuées. Cela revient tout simplement à une extermination en masse, à un acte de génocide. En fait, la situation en Angola est tout entière un tableau horrible d'arrestations en masse, de tortures et de meurtres.

47. Le représentant du Portugal a eu l'audace d'affirmer devant l'Assemblée que "le terrorisme a été pratiquement vaincu", que "l'ordre public a été rétabli", que "la paix et le travail ont été garantis" et que "les opérations militaires proprement dites ont pris fin" [1088ème séance, par. 27]. Comment peut-on attendre de nous que nous prenions ces paroles au sérieux, alors que le Sous-Comité a déclaré: "Au cours des derniers mois, la situation en Angola, loin de s'améliorer, s'est aggravée. Le conflit a accusé les problèmes et exacerbé les passions." [A/4978, par. 438.] Comment accorderions-nous créance aux affirmations du représentant du Portugal, alors que, selon le numéro du 18 juin 1961 du journal *The Observer* de Londres, les dépenses inscrites au budget du Portugal pour cette guerre coloniale sont d'environ 28 millions de livres sterling? En fait, d'après des rapports des dirigeants nationalistes angolais datant seulement du 24 décembre 1961, 802 personnes ont été tuées par les Portugais à Luanda; 1 752 autres personnes ont été tuées à Uíge du 24 au 31 décembre. Ces meurtres ont été commis par des unités militaires portugaises qui, armées de mitrailleuses, ont tiré au hasard sur des groupes qu'elles avaient rassemblés. Assurément, l'Assemblée ne peut se laisser induire en erreur par le représentant du Portugal au point d'admettre la thèse selon laquelle tout va pour le mieux en Angola.

48. L'Assemblée a entendu citer plusieurs exemples épouvantables d'atrocités et de crimes perpétrés par les autorités portugaises: des gens ont été mutilés, ont été sciés en deux, ont eues les mains coupées, ont été noyés ficelés dans des sacs, etc. Tout cela se produit en Angola. Ces faits deviennent plus lourds de sens lorsque le rapport nous apprend que:

"... les mesures militaires de pacification telles que le bombardement de villages et de zones soupçonnées de contenir des concentrations de rebelles et l'utilisation de bombes au napalm ont eu pour résultat de blesser et de tuer des innocents, y compris des personnes essayant de fuir pour se réfugier de l'autre côté de la frontière" [A/4978, par. 126].

Nous lisons plus loin:

"Le Sous-Comité s'inquiète particulièrement des rapports et des plaintes selon lesquels un grand nombre d'individus instruits ont été les victimes de ce conflit et affirmant que la répression et les représailles ont souvent frappé ces individus, soupçonnés d'être les dirigeants véritables ou en puissance de la population autochtone." [Ibid., par. 129.]

49. Quant aux prétendues réformes que les Portugais ont introduites en septembre 1961, ma délégation, contrairement à certaines autres qui sont intervenues au cours du débat, n'en tire aucun réconfort. Ces mesures sont une imposture sans nom et ne se distinguent que par leur caractère superficiel et leur

nature illusoire. La prudence du Sous-Comité n'a pu l'empêcher de noter que:

"... les récentes réformes sembleraient avoir essentiellement pour but de dissiper les prétendus malentendus à l'étranger et de rationaliser les procédures. Leur effet immédiat, pour ce qui est d'améliorer les conditions dans le territoire... semble limité." [Ibid., par. 467.]

Même la révocation tant vantée du statut de 1954 n'est qu'une illusion, car comment pourrait-on considérer comme significative l'abolition de distinctions légales touchant les droits politiques, tandis que d'autres lois maintiennent des incapacités et des restrictions dans les domaines social et économique et dans celui de l'éducation?

50. L'égalité sur le papier, en ce qui concerne les droits politiques, n'a évidemment aucun sens lorsque l'exercice de ce droit est soumis à tant de conditions qu'il ne peut s'appliquer qu'à une poignée de gens. M. Duffy, dans un article récemment paru dans *Foreign Affairs*, a écrit:

"Plus de 95 p. 100 des habitants de l'Afrique portugaise [y compris l'Angola] ne sont pas des citoyens portugais de plein droit. Ils n'ont pas de droits civils et ils sont considérés juridiquement comme des pupilles de l'Etat, gouvernés sous un "regime do indigenato" administré par les fonctionnaires du Ministère des territoires d'outre-mer, autrefois Ministère des colonies 4/."

M. Duffy déclare ensuite:

"Les droits politiques des Africains n'existent pas. Le paternalisme n'a pas non plus apporté de bienfaits matériels appréciables à la population africaine. Le déséquilibre entre le coût de la vie en Angola et au Mozambique et le salaire moyen, qui est d'environ 6 dollars par mois, est extrême. L'enseignement donné aux Africains dont moins de 3 p. 100 seulement ont appris à lire et à écrire est absolument insuffisant. Les enfants africains n'ont que de très lointaines possibilités de poursuivre leurs études au-delà de trois années de l'enseignement dit rudimentaire. En dehors des grandes villes, des agglomérations de quelque importance et de quelques missions, les services de santé n'existent pratiquement pas. En partie par nécessité et en partie aussi intentionnellement, l'Africain a été maintenu dans un monde médiéval d'ignorance et d'isolement 5/."

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

51. Le traitement inhumain et injuste infligé au peuple angolais a également pris la forme de la discrimination raciale et du travail forcé qui ont été la cause immédiate du conflit. Je cite à nouveau le rapport du Sous-Comité:

"Le Sous-Comité a été informé que la principale source de mécontentement en Angola vient de la distinction fondamentale entre le statut de l'"indígena" (indigène) et celui du "não-indígena" (non-indigène), antérieurement dénommés "não-civilizado" et "civilizado", et des pratiques administratives qui en découlent. La distinction fondamentale entre les modes de vie européen et non européen a des répercussions sur tous les aspects

4/ *Foreign Affairs*, avril 1961, p. 484.

5/ Ibid., p. 486.

de l'existence et a servi de base à diverses pratiques discriminatoires." [A/4978, par. 203.]

Au sujet du travail forcé, le rapport souligne le fait suivant:

"Certaines formes de recrutement par l'intermédiaire d'agents recruteurs ("angariadores") auraient eu toutes les apparences du travail forcé." [Ibid., par. 253.]

52. Ainsi, nous nous trouvons devant la situation suivante: le Portugal, partie à diverses conventions internationales interdisant le travail forcé, applique en fait cette méthode, dont il fait un élément de base de sa politique coloniale en Angola. Le paragraphe 262 du rapport nous apprend que les travaux de construction de routes, bien souvent, n'étaient pas payés et que parfois on ne fournissait même pas les outils aux travailleurs. Ces constatations concordent avec les affirmations de diverses autorités en la matière. Voici ce que le capitaine Galvão a déclaré dans le célèbre rapport qu'il a adressé au Gouvernement portugais en 1947:

"A certains égards, la situation est pire que le simple esclavage. Lorsqu'il y a esclavage, après tout, on achète l'indigène comme on achète du bétail, mais au moins son maître préfère qu'il reste en bonne forme, comme un cheval ou un bœuf. Maintenant, on n'achète pas l'indigène, mais il est loué par l'Etat, bien qu'il soit qualifié d'homme libre. Son employeur ne s'inquiète guère qu'il tombe malade ou meure pendant qu'il travaille, parce que, s'il tombe malade ou s'il meurt, son employeur demandera simplement qu'on le remplace par un autre."

53. Une autre personne compétente, le révérend Malcolm McVeigh, missionnaire méthodiste ayant une vaste expérience de l'Angola, parlant des démentis officiels du Portugal au sujet du travail forcé, a déclaré:

"Fait particulièrement intéressant, en Angola même nul ne songerait jamais à nier qu'il existe encore. Evidemment, tenter de nier quelque chose d'aussi répandu n'aurait guère de sens."

54. En fait, le rapport lui-même donne d'amples preuves du refus systématique de reconnaître les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Prenez par exemple le paragraphe qui dit:

"De nombreuses plaintes concernent la violation des droits de l'homme, les actes d'autorité et d'arbitraire, qui sont surtout le fait de fonctionnaires de l'administration locale." [A/4978, par. 142.]

On se souviendra également du passage du rapport où il est déclaré:

"... malgré les objectifs officiels, certaines des mesures législatives et des pratiques administratives appliquées en Angola semblent ... avoir pour effet de soumettre la population indigène à une discrimination et de lui rendre impossible ou difficile l'exercice de bon nombre de libertés fondamentales et de droits de l'homme" [ibid., par. 230].

Quelqu'un peut-il ne pas être choqué à la lecture des paragraphes 221 à 223 du rapport, mentionnant l'existence de "l'impôt personnel annuel", extraordinairement élevé, anciennement appelé impôt "autochtone" ou "indigène", les peines infligées en cas de non-

paiement et la manière dont on oblige la femme et la famille à se procurer la somme requise lorsque le chef de famille a été mis en prison pour non-paiement de l'impôt?

55. Il est fort louable que le Sous-Comité ait également consacré une grande partie de son rapport à l'examen de la situation économique dans le territoire. Le rapport expose clairement à quel degré pernicieux on a poussé l'exploitation de type colonial classique en Angola. Non seulement les matières premières et les produits de base sont obligatoirement achetés par le Portugal à des prix bien inférieurs aux cours mondiaux, mais des terres appartenant aux Angolais sont virtuellement expropriées et, avec l'aide du travail forcé, détournées vers la production de ces denrées, tout cela au bénéfice du Portugal et au détriment du peuple angolais. Pour aggraver la situation, l'exploitation économique est soutenue par un programme d'immigration systématique qui a fait l'objet de rapports parus dans la presse. Selon ces rapports, l'une des solutions à long terme envisagée par les Portugais est l'immigration massive en Angola de milliers et peut-être de millions de colons blancs, à commencer par les soldats du contingent servant actuellement en Angola. Le Sous-Comité a noté dans son rapport la création de conseils provinciaux de colonisation ayant pour but de favoriser l'installation en Afrique portugaise de "Portugais européens", cette installation étant considérée comme hautement prioritaire.

56. Tel est donc le problème angolais dans toute sa brutalité. Une minorité étrangère de colons européens foule aux pieds délibérément depuis plus de 600 ans la dignité humaine et la justice en Angola. Compte tenu de ces circonstances, il est bien permis de se demander comment le Portugal peut encore maintenir son emprise sur l'Angola. Il ne faut pas chercher la réponse bien loin. Comme le Président du Ghana l'a dit au Parlement le 30 mai 1961 — j'ai d'ailleurs cité ce discours au Conseil de sécurité l'an dernier et le cite à nouveau:

"Si le Portugal est à même de maintenir sa dictature coloniale, c'est qu'il bénéficie de ce soutien extraordinaire qu'est le fait d'être Membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, laquelle lui fournit les armes lui permettant de tuer les hommes, les femmes et les enfants innocents de l'Angola. Voilà ce qui met le Portugal en mesure de mener cette guerre coloniale, car il a, fondamentalement, l'appui de l'OTAN. Si demain cet appui lui était retiré et si le Portugal était exclu de cette organisation, sa domination coloniale s'effondrerait le lendemain. Les puissances de l'OTAN n'ont-elles pas intérêt à mettre fin à un régime intolérable en Afrique en sacrifiant les avantages militaires des plus douteux qu'elles tirent de leur association avec le Portugal?"

57. Peut-être devrais-je préciser que le Ghana n'est pas nécessairement opposé à l'OTAN ou à d'autres alliances militaires. En fait, comme l'a souligné le Président du Ghana:

"Les critiques que le Ghana formule en ce moment contre l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord n'ont absolument rien à voir avec l'aspect défensif de cette organisation. Ce dont nous nous plaignons,

6/ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, 933ème séance, par. 21.

c'est que certains de ses membres semblent utiliser leur position dans cette organisation pour obtenir des armes et une aide financière pour la forme la plus odieuse d'oppression et de répression coloniales, notamment en Afrique<sup>7/</sup>.

58. Tout récemment, en août 1961, le professeur Davidson écrivait dans le *New Statesman*:

"On ne peut vraiment douter que le Portugal ait utilisé et continue à utiliser les armements de l'OTAN en Angola. Sans ces fournitures de l'OTAN, le Portugal n'aurait jamais pu déployer les forces aériennes ni avoir recours aux techniques destructives avec lesquelles il a opéré et opère encore contre hommes, femmes et enfants africains. La Norvège seule, parmi les puissances de l'OTAN, a refusé de vendre des armes au Portugal, parce que, comme l'a dit le 21 juin M. Langue, ministre des affaires étrangères, "la Norvège considère comme un lourd fardeau pour toute l'alliance occidentale le fait qu'un pays membre cherche à conserver ses colonies par la force"<sup>8/</sup>.

59. Ma délégation apprécie le fait que beaucoup de pays, fournisseurs en armes de l'OTAN, ont déclaré que les armes fournies au Portugal ne sont pas destinées à servir à l'oppression dans les territoires portugais. Mais les bonnes intentions ne suffisent pas, en particulier du fait qu'au paragraphe 8 du dispositif de la résolution 1699 (XVI) l'Assemblée générale a prié expressément les Etats Membres de refuser au Portugal toute aide et assistance qu'il pourrait utiliser pour la subjugation des populations de ces territoires, c'est-à-dire des territoires sous contrôle portugais.

60. De même, lorsque des promesses telles que celles qu'a faites M. Macmillan prennent simplement la forme de communications annonçant que les armements et le matériel destinés au Portugal seront envoyés au Portugal métropolitain et non à ses possessions d'outre-mer, il est difficile de ne pas noter avec regret l'absence de toute déclaration complémentaire affirmant que des mesures seront prises pour empêcher le transfert de ces armements et de ce matériel du Portugal métropolitain à ses territoires d'outre-mer.

61. En ce qui concerne les Etats-Unis, nous accueillons avec plaisir la déclaration faite par M. Stevenson [1097ème séance] selon laquelle les Etats-Unis ont demandé et obtenu du Portugal l'assurance qu'aucun équipement militaire de l'OTAN fourni par les Etats-Unis ne serait employé par le Portugal; mais, au risque de se répéter, ma délégation ne peut éviter de rappeler que, selon les termes de la résolution que je viens de citer, l'obligation de ne pas fournir aide et assistance au Portugal aux fins qui ont été mentionnées incombe nettement aux pays donateurs; ce sont eux qui doivent être tenus pour entièrement responsables de l'inquiétude des Nations Unies au sujet de toute violation commise par le Portugal. C'est pourquoi nous voulons encore une fois exhorter les autres puissances de l'OTAN à suivre l'exemple louable de la Norvège.

62. Le mouvement nationaliste angolais ne fait que refléter les désirs et les aspirations du peuple angolais lui-même. Son authenticité a été établie au para-

graphe 86 du rapport du Sous-Comité qui fait ressortir que, bien qu'il ait été fortement stimulé par le développement, en Afrique, du mouvement pour la liberté et l'indépendance, les rébellions étaient organisées localement et étaient dues à des griefs réels. Cependant, dans un vain effort pour résister au processus irrésistible et irréversible de libération des peuples rejetant une subjugation, une domination et une exploitation étrangères, le Portugal continue à exercer une action militaire et des mesures de répression contre les nationalistes angolais.

63. Il faut maintenant que les Nations Unies relèvent avec fermeté le défi que constituent les actes du Portugal. De simples paroles de désapprobation envers le Portugal et de commisération envers le peuple angolais ne suffisent plus. Ce qu'il faut, c'est agir énergiquement pour amener le Portugal à reconnaître ses erreurs, ou bien se résigner à en accepter les conséquences qui ne pourront laisser qu'une suite tragique d'amertume et de ruptures. C'est un fait, la République du Ghana s'est fermement engagée à favoriser la libération complète de l'Angola du joug de l'oppression et de la répression portugaises, et le Ghana fera tout ce qui est en son pouvoir, à l'Organisation des Nations Unies comme au dehors, pour aider les Angolais à réaliser leur juste aspiration, c'est-à-dire leur indépendance.

64. Nous avons remarqué qu'au cours du débat certains orateurs nous ont fait des sermons sur l'emploi de la force et nous ont conseillé la modération. Nous ne sommes pas partisans non plus du recours à la force pour faire valoir des droits légitimes. En fait, les Etats africains n'ont nul besoin d'entendre des sermons sur les maux qu'engendrent la violence et la guerre. Mais ce sur quoi ma délégation veut attirer l'attention, c'est que, de même qu'un fleuve paisible peut devenir soudainement impétueux lorsque son lit est resserré, le courant irrésistible du nationalisme devient violent si l'on cherche à l'endiguer. C'est au Portugal et aux autres puissances coloniales qui ont recours à l'action militaire afin de réprimer la lutte pour la liberté qu'on doit demander de renoncer à leurs actes funestes. Il ne sera plus question de conflits, de violence et de force armée dès qu'auront disparu de la face de l'Afrique et du monde les derniers vestiges du colonialisme. Voilà pourquoi nous avons toujours préconisé l'abolition complète du colonialisme et de l'impérialisme, d'où peut naître un *casus belli*.

65. Le moins que l'Assemblée puisse faire, conformément aux responsabilités que lui donne la Charte, c'est de condamner la guerre coloniale que le Portugal livre en Angola et de demander l'arrêt immédiat de toutes mesures de répression et de l'action armée. Deuxièmement, l'Assemblée doit exiger qu'il soit permis à tous les dirigeants politiques angolais de revenir pour continuer leur tâche. Troisièmement, le droit sacré du peuple angolais à l'indépendance doit être réaffirmé et le Portugal doit être invité à prendre des mesures immédiates pour transférer tous pouvoirs au peuple angolais, sans aucune condition ni réserve, conformément à sa volonté et à ses vœux librement exprimés. Somme toute, l'échec du Portugal dans sa prétendue mission civilisatrice est total et il ne peut absolument pas prétendre maintenir sa domination en Angola. Il suit de là clairement qu'il est nécessaire de créer un dispositif qui surveillera la mise en œuvre de cette requête et ma délégation a le sentiment que le Comité spécial de 17 membres

<sup>7/</sup> Ibid., par. 22.

<sup>8/</sup> *New Statesman*, 11 août 1961, p. 178.



qui existe déjà est l'organe qui convient le mieux à cette fin. En outre, une demande doit être adressée à tous les Etats, en particulier aux alliés du Portugal dans le cadre de l'OTAN, pour les inviter à refuser au Portugal toute assistance, particulièrement toute assistance militaire, et à user de leur influence pour obtenir qu'il se soumette à ces exigences. Enfin, l'Assemblée ne doit pas manquer de recommander au Conseil de sécurité d'envisager d'urgence la question des sanctions à appliquer au Portugal pour son mépris flagrant des précédentes résolutions sur l'Angola.

66. Telles sont les considérations qui ont incité ma délégation à être l'un des auteurs d'un projet de résolution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1]. Il faut reconnaître que ce projet ne va pas assez loin; néanmoins, il représente une façon constructive d'aborder la question et, en conséquence, je le recommande à l'Assemblée générale.

67. En ce qui concerne le projet de résolution figurant dans le document A/L.383, notre attitude sera déterminée par les considérations que je viens d'exposer.

68. M. BA (Mali): Ma délégation est de celles qui pensent que, si l'Organisation des Nations Unies n'existait pas et n'avait pas existé, il aurait fallu la créer pour toutes sortes de raisons dont la plus importante, selon nous, est d'abord la libération de millions d'hommes qui subissent encore l'esclavage colonial; une autre raison étant que l'ONU, malgré le chœur des impérialistes et des boutefeux à tous crins, demeure le rempart le plus solide de la défense de la paix et de la sécurité dans le monde.

69. Dès lors, quelle superbe luciférienne que de s'obstiner à avoir, coûte que coûte, raison contre toute l'humanité!

70. L'absence du Portugal, unique accusé de ce procès, n'est cependant pas pour nous étonner. Les gouvernants portugais nous ont habitués, en ce qui concerne les problèmes fondamentaux de la décolonisation, à autant d'insolence que de désinvolture. Cette attitude de désespoir, malgré de pathétiques appels à la raison lancés au Portugal par un de ses meilleurs amis, le Brésil, qui fut, il n'y a pas si longtemps, colonie portugaise, n'est également pas pour nous étonner: le Portugal est obligé de faire flèche de tout bois pour ne pas mourir. Petit pays arriéré d'Europe, pratiquant des méthodes fascistes médiévales de gouvernement sur son territoire national, lesquelles se traduisent, dans ses territoires dits "d'outre-mer", par le colonialisme le plus rétrograde et le plus barbare, le Portugal, empire colonial vieux de 500 ans, est incapable de saisir les grands problèmes de notre époque. Traitant de la situation en Angola, M. G. A. Georges déclare:

"Si le temps ne leur était pas mesuré, les Portugais auraient peut-être pu arriver à une totale intégration de la province. Le drame est que, justement, le temps leur est mesuré."

71. Bien sûr, après un passif colonial d'un demi-millénaire, le temps leur est mesuré pour le brusque clivage qu'impose le mouvement de libération nationale du peuple angolais. Voici plus d'un siècle, de Tocqueville remarquait déjà que la période la plus critique pour un régime était celle où, tenant compte des nécessités nouvelles, il décidait de se réformer. Mais à trop attendre on risque d'entrer dans la période où, selon le mot de Retz, il n'est plus possible que de commettre des fautes.

72. Le Portugal, petit Etat fasciste arriéré d'Europe, ne peut pas comprendre que l'éveil des peuples d'Afrique est un des phénomènes remarquables de notre époque. Il ne peut pas comprendre que le mouvement de libération nationale a porté et continuera de porter des coups mortels au système colonial de l'impérialisme, que la désagrégation du système colonial est un des phénomènes irréversibles de notre temps. Il ne faut pas demander à un petit Etat fasciste de comprendre que le mouvement de libération des peuples coloniaux et dépendants aide à consolider la paix et contribue à accélérer l'évolution de l'humanité dans la voie du progrès social.

73. L'Assemblée, cependant, ne peut pas plus longtemps abdiquer devant le refus obstiné et insolent d'un parjure qui, après avoir adhéré à la Charte des Nations Unies avec la secrète pensée de sauvegarder les profits inhérents au pillage colonial — lesquels profits constituent les fondements de son économie — se rend compte que la Charte n'est pas faite pour sauvegarder des intérêts fondamentalement opposés aux objectifs des peuples civilisés que nous sommes.

74. L'Angola, pour le gouvernement Salazar, c'est toutes les ressources agricoles angolaises (café, coton, etc.) concentrées entre les mains de trusts coloniaux comme la Compagnie angolaise d'agriculture (CADA); l'Angola, c'est encore la Compagnie de recherches de l'Angola (PEMA), constituée par la Société générale de Belgique et la Mutualidade Colonial, le groupe américain Ryan-Guggenheim, la Banque nationale d'outre-mer, la Banque Burney, filiale de la Société générale; c'est encore la Compagnie des diamants de l'Angola, créée dès 1917, avec des capitaux américains (40 p. 100), anglais et belges; c'est encore la Compagnie minière de Lobito et la Société minière Lombige et Krupp (Essen), Hjgaard et Schultz (Copenhague), la Société d'entreprises contractuelles et de travaux hydrauliques (Lisbonne), toutes sociétés d'exploitation des minerais de fer et de manganèse; c'est encore la Société Thérèse Berman, associée à deux importantes firmes, Lays et Frères, et la Société commerciale J. Fernandes; l'Angola, c'est aussi la Compagnie financière belge des pétroles (PETROFINA), liée à la Royal Dutch, associée à la Banque nationale d'outre-mer, à la Banque Espírito Santo et à la Banque de l'Angola; c'est aussi la raffinerie de Luanda, qui est la propriété de la Compagnie des pétroles d'Angola (PETRANGOLA).

75. L'Angola de M. Salazar, c'est le monopole des diamants (DIAMANG); c'est la Société Boliden de Mozambique, entreprise suédoise; c'est la Compagnie des combustibles de Lobito (CARBORANG), liée à la PETROFINA; c'est la Compagnie concessionnaire des pétroles de l'Angola (COPA); c'est la Compagnie du manganèse de l'Angola; c'est la Compagnie des bitumes de l'Angola; c'est la Compagnie des asphaltes de l'Angola; c'est la Compagnie minière du Haut-Zambèze; enfin l'Angola, ce sont les sociétés coloniales d'exploitation du sucre, du ciment, des dérivés de la pêche, des huiles végétales, ce sont toutes les filiales des trusts coloniaux concentrées dans les deux banques qui mettent en coupe réglée toute l'économie angolaise: la Banque d'Angola et la Banque commerciale d'Angola.

76. J'aurais bien voulu éviter à l'Assemblée une énumération fastidieuse, mais, pour bien comprendre le drame angolais et ses dessous, il faut faire la part des intérêts non portugais dans l'économie angolaise, et je ne résiste pas au désir de citer toute

une page d'un document publié par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA):

"Pour les diamants: Anglo-American Corporation of South Africa, Banque Morgan, groupe Oppenheimer, De Beer's, Guggenheim, T. F. Ryan, Forminière, Union minière du Haut-Katanga, Guaranty Trust Bank, Société générale de Belgique.

"Pour les pétroles: Compagnie financière belge des pétroles (PETROFINA), Chase National Bank, National City Bank of New York, Cabinda Gulf Oil Company.

"Pour les transports: Anglo-American Corporation of South Africa, Westminster Bank, British South African Company, Cooper Brothers Co, The Angola Coaling Co, Tanganyika Concessions.

"Pour les palmeraies: La Luinha-Société anonyme agricole et industrielle.

"Pour l'aluminium: Péchiney, actionnaire de l'Aluminium du Portugal (Angola).

"Pour la bauxite: Billiton Maatschappij.

"Pour la pêche: Société d'expansion commerciale, actionnaire de la Companhia da Baía Farta.

"Pour le mica: Standard Oil (représentée en Angola par l'União Commercial de Automóveis), Commerce bancaire-Banque belge d'Afrique, actionnaire de la Banque commerciale d'Angola.

"Pour le café: Banque Rallet et Cie, actionnaire de la Compagnie agricole de Cazengo, de la Compagnie agricole d'Angola et de la Compagnie angolaise d'agriculture (ADA).

"Pour le commerce: Anglo-American Corporation, représentée en Angola par la Sociedade Luso-Americana, Casa Americana, Devon Estates, Loanda Trading Co, Robert Hudson et fils, La Luinha-Société anonyme agricole et industrielle.

"Pour le sucre: Barton Mayhew et Cie, actionnaire de la Sociedad Agrícola do Cassequel.

"Pour le coton: Société générale de Belgique, représentée par la Companhia Geral dos Algodões, Banque belge d'Afrique, Compagnie cotonnière congolaise, La Luinha-Société anonyme agricole et industrielle.

"Pour les ouvrages hydrauliques: Hydrotechnic Corp. de New York, Marshall Aid Funds.

"Pour la prospection minière: E. J. Longyear Co de Minneapolis, Remina, Aero Service Corporation, Bethlehem Steel, Carbide, Mutual Security Agency 2/."

77. Ce qui précède me dispense de tous commentaires sur les positions équivoques de certains, sur les appels à la modération de certains autres, et sur l'acharnement du représentant du Royaume-Uni à disséquer le projet de résolution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] présenté par plus de 40 Etats du groupe africain-asiatique. Ces bons apôtres nous demandent d'abandonner l'affirmation du droit du peuple angolais à l'indépendance et de substituer à ce droit fondamental celui, plus restrictif et plus fluide, de l'autodétermination. Bien sûr, pour ces gens qui sont partie au pillage colonial des monopoles, l'indépendance, en application de la résolution 1515 (XV)

de l'Assemblée générale, signifie la fin de leurs privilèges, des privilèges qu'ils ont édifiés sur la sueur et le sang des Africains. La curieuse argumentation du représentant du Royaume-Uni sur le processus d'accession de l'Angola à l'indépendance ne surprend que les gens non avertis. Nous ne pouvions pas, quant à nous, nous attendre à moins de la part du représentant le plus avoué des intérêts de ceux qui possédaient, il y a quelques années encore, l'empire colonial le plus étendu et le plus florissant.

78. Mais nous ne saurions oublier que les alliés les plus puissants du Portugal ont su être des hommes de notre temps, en sacrifiant aux impératifs de la décolonisation et en ne heurtant pas de front le torrent impétueux du mouvement de libération des peuples opprimés. Nous ferons simplement remarquer que le conflit entre eux et nous se situe essentiellement au niveau d'un double affrontement, à la frontière de deux volontés: notre volonté d'être des hommes libres en mettant fin à l'esclavage colonial, et leur volonté de nous faire abdiquer par les armes et le canon pour la sauvegarde de sordides intérêts. Tandis que nos revendications nationales puisent leur dynamisme et leur légitimation ultime dans les prérogatives inhérentes à la nature de l'homme, les raisons de leur attitude apparaissent amORALES et profondément immORALES, de sorte qu'aucune argutie ne saurait soustraire le Portugal, petit pays arriéré, esclavagiste, vivant en dehors de son temps, à l'opprobre des nations civilisées du monde.

79. Je ne reprendrai pas les arguments au nom desquels tous les représentants qui m'ont précédé à cette tribune, à une exception près, ont condamné la colonisation portugaise: bilan négatif de cinq siècles de colonisation. Le colonialisme portugais, unique en son genre, a cristallisé tous les aspects négatifs du colonialisme classique: économie mercantile et parasitaire sans aucune perspective de développement, avec liberté pour les monopoles et les trusts coloniaux de promouvoir et d'organiser le pillage des ressources angolaises; obscurantisme forcé dans le domaine de l'enseignement, où le taux d'alphabétisation n'atteint pas 10 p. 100 pour la population d'âge scolaire; services de santé embryonnaires, incapables de faire face à la lutte contre les endémies épidémiques dévastatrices aggravées par la sous-alimentation générale.

80. L'oppression politique se manifeste par la mise en place d'institutions frappées au coin de la discrimination raciale la plus manifeste et orientées récemment vers une politique d'assimilation qui a fait faillite ailleurs, une fausse politique d'assimilation qui, malgré les simulacres de réformes entreprises au mois de septembre dernier, renforce la division entre "civilisés" et "non civilisés" et n'envisage pas de rompre avec les vivaces traditions colonialistes du passé. Politique hypocrite d'assimilation, qui constitue à l'heure de la décolonisation une insulte pour les populations angolaises.

81. Cette orientation de la politique coloniale portugaise, intervenant plus de 15 ans après de semblables tentatives infructueuses dans l'ensemble français, si elle apparaît au Gouvernement de Lisbonne comme éminemment révolutionnaire, ne mérite de la part des anticolonialistes de tous les pays que de la pitié et du mépris, la pitié et le mépris qu'on doit avoir pour ceux qui sont en retard de deux ou de plusieurs révolutions. La superbe et l'insolence des gouvernants portugais n'y peuvent rien.

2/ Mouvement populaire de libération de l'Angola, *Angola — Exploitation esclavagiste, résistance nationale*, p. 26 et 27.

82. Je n'ai pas l'intention de faire une analyse approfondie du rapport qui a servi de base à nos discussions. Le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978], malgré des faiblesses qui ne sont pas le fait du Sous-Comité, mais du Portugal, qui a refusé toute coopération, met à notre disposition suffisamment de données du problème angolais pour que l'on puisse condamner sans appel le colonialisme portugais aggravé du fait que son contenu impérialiste est marqué du sceau de l'orientation fasciste du Gouvernement de Lisbonne. Ce rapport offre à notre assemblée assez de matières pour lui permettre de prendre ses responsabilités en ce qui concerne la lutte d'extermination entreprise par le Portugal contre des populations pacifiques.

83. Le génocide du peuple angolais est une triste réalité. Massacres et tortures de pur style hitléro-fasciste, s'ils laissent médusés tous les hommes de cœur, ne nous surprennent pas de la part de barbares qui n'ont rien appris et rien oublié. Mystification macabre que cette évocation de la sacro-sainte civilisation chrétienne au nom de laquelle les hommes de Salazar commettent tant de crimes!

84. Le massacre des enfants d'Hérode a fait frémir d'horreur les hommes de tous les pays pendant 20 siècles d'histoire. Ils n'étaient pourtant que six. Le massacre des 50 000 Angolais, souvent brûlés au napalm, tués parfois avec des raffinements que n'avait pas mis la soldatesque d'Hitler, doit susciter au sein de cette assemblée assez d'horreur et de désapprobation pour faire en sorte que le colonialisme sanguinaire du Portugal soit non seulement condamné, mais mis dans l'impossibilité de perpétrer ses forfaits.

85. Pour les amateurs de "juridisme", nous signalerons, après tant d'autres, que le Portugal a constamment violé la Charte des Nations Unies en son article 73 sur la "Déclaration relative aux territoires non autonomes", article dont l'application aurait permis le développement progressif et harmonieux de l'Angola vers l'indépendance politique.

86. Le Portugal a violé avec effronterie et insolence l'Article 25 de la Charte en refusant d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité.

87. Mieux, il s'est obstinément refusé à appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, résolution qui traduit la volonté quasi unanime des hommes de paix et de progrès que nous sommes.

88. Cet état de choses permet à l'Assemblée de prendre, à l'issue de ce débat, toutes ses responsabilités à l'égard d'un pays décidé à marcher à contre-courant de l'histoire, et à édicter des mesures qui permettront d'éviter de mettre plus longtemps en péril la paix et la sécurité du monde, car il est faux de dire, comme l'a fait le représentant du Portugal, qu'il faut se préoccuper de problèmes comme Berlin et la réunification de l'Allemagne, en insinuant que l'Angola et les problèmes de décolonisation doivent passer au second plan.

89. Les hommes conscients de cette assemblée savent que le génocide du peuple angolais met aussi directement en péril la paix du monde que Berlin et les affaires européennes. L'Angola, comme la fin du colonialisme, sont des problèmes chers au cœur de toute l'humanité progressiste. Dans cette affaire,

les pays ex-coloniaux, les pays du tiers monde, ont l'appui de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes. En tout cas, les peuples d'Afrique qui ont accédé à l'indépendance sont décidés à verser leur sang pour que cesse la guerre coloniale d'extermination contre un peuple pacifique qui revendique hautement sa liberté et son indépendance compromises par cinq siècles d'esclavage et de domination.

90. C'est pourquoi ma délégation pense que tout projet de résolution tendant à la liquidation du colonialisme portugais en Angola et à l'accession rapide de ce pays à l'indépendance doit avoir l'appui unanime de notre assemblée.

91. A cet effet, il convient de saluer le projet de résolution polono-bulgare [A/L.383], qui nous donne entière satisfaction et qui n'offre aucune antinomie avec le projet de résolution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] dont ma délégation est coauteur et qui est présenté par plus de 40 Etats Membres d'Asie et d'Afrique.

92. Le projet de résolution africano-asiatique vise les mêmes objectifs que celui des pays socialistes. L'économie des deux projets est d'abord de mettre fin aux hostilités et à la répression sanglante contre les masses populaires d'Angola, de libérer tous les détenus politiques parmi lesquels se trouvent les dirigeants du mouvement national angolais (l'amnistie générale prônée par certains risque d'être escamotée par les gouvernants portugais dont nous connaissons la mauvaise foi). L'arrêt de l'aide matérielle et de la livraison d'armes au Portugal est une disposition fondamentale des deux projets, qui ne doit comporter aucune réserve.

93. A cet effet, les alliés du Portugal, singulièrement ceux de l'OTAN, doivent prendre toutes leurs responsabilités et nous dénoncerons le sophisme qui consiste à livrer des armes de guerre au Portugal en assortissant ces livraisons de la clause de leur non-utilisation en Angola. Tout pays qui livre armes et matériel de guerre au Portugal doit être considéré comme un pays belliciste, en guerre contre les peuples d'Afrique.

94. S'agissant de la mise en place des structures de décolonisation et du transfert des pouvoirs aux représentants authentiques des populations de l'Angola, le Mali, qui est membre du Comité spécial des Dix-Sept créé par la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale, n'épargnera aucun effort pour que l'Angola, pays martyr d'Afrique, victime du colonialisme le plus exacerbé et le plus décadent, accède sans délai à l'indépendance.

95. Les peuples du monde épris de paix et de justice, tous ceux qui ont à cœur de mettre fin à la tuerie coloniale d'Angola et de régler la question de manière pacifique et équitable, attendent de nous les mesures de fermeté qu'impose la rébellion ouverte du Portugal contre les Nations Unies.

96. Notre organisation, garante de la paix et de la sécurité des peuples, doit pouvoir imposer les principes de paix et de sécurité édictés par la Charte des Nations Unies.

97. M. ROSSIDES (Chypre) [traduit de l'anglais]: L'Angola est un nouvel exemple typique et un exemple particulièrement grave des cas où l'entêtement de la puissance administrante à maintenir par la force une politique dépassée de domination et d'exploitation a abouti à une explosion de violence. Dans le cas de

l'Angola, des soulèvements armés, malheureusement accompagnés d'excès de violence, ont été suivis d'une répression impitoyable et d'extermination en masse. C'est le déroulement de ces événements tragiques qui a mis en relief de manière frappante les conditions coloniales dans ce territoire.

98. L'Assemblée a eu l'avantage d'être saisie du rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978], document très instructif, présenté avec impartialité et traitant le sujet de manière constructive. Je tiens à profiter de cette occasion pour dire au Président et aux membres du Sous-Comité combien ma délégation leur est profondément reconnaissante de leur précieux travail accompli avec tant de zèle et de conscience, dans des circonstances particulièrement difficiles et pénibles.

99. Le fait que le Gouvernement portugais a refusé au Sous-Comité l'autorisation de pénétrer en Angola afin de pouvoir accomplir sa tâche en se fondant sur des renseignements de première main est d'autant plus déplorable que dans ce cas, comme dans d'autres d'ailleurs, la présence d'un organe des Nations Unies dans le territoire n'aurait pu manquer d'exercer une influence modératrice et d'amener une certaine détente. Il est heureux que le Sous-Comité, en dépit de toutes les difficultés, ait pu recueillir suffisamment de renseignements pour tracer un utile tableau d'ensemble de la situation en Angola.

100. Ma délégation a également pris note des observations faites par le représentant du Portugal [1088ème séance] sur ce rapport. La bonne volonté mise par le Gouvernement portugais à fournir au Président du Sous-Comité certains renseignements sur la situation en Angola était assurément un pas dans la bonne direction.

101. Nous voyons briller une autre lueur d'espoir dans le fait que le Gouvernement portugais semble avoir envisagé la nécessité de réformes, bien que cela ne se soit fait jusqu'à présent que sur le papier. Je fais allusion aux réformes annoncées en septembre 1961 par le Gouvernement portugais. La teneur de ces réformes n'est toujours pas connue et n'a pas été précisée. Mais, pour être en quelque manière constructives, elles devront suivre les voies indiquées par la résolution 1603 (XV) sur l'Angola, adoptée le 20 avril 1961 par l'Assemblée générale, c'est-à-dire qu'elles devront tendre à l'autodétermination par l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, visée par la résolution 1603 (XV).

102. Ce sont là les deux seules faibles lueurs d'espoir venant du Portugal. Pour le reste, nous n'enregistrons qu'une foule de réactions négatives. Son attaque sur tout le front contre les Nations Unies, en se fondant sur le prétexte depuis longtemps usé et démolí du principe de la compétence nationale selon le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, est particulièrement mal inspirée. La position adoptée par le Portugal en se prévalant de ce principe est juridiquement insoutenable et politiquement malavisée. Elle est juridiquement insoutenable devant la situation actuelle en Angola, du fait que les caractères de l'administration et de l'exploitation sont si manifestement coloniaux à tous les égards que toute discussion à ce sujet semble superflue.

103. Or, toute l'attitude du Portugal à l'Organisation des Nations Unies pivote sur cet axe. Le Portugal s'appuie sur le fait que, par sa propre législation, il a prétendu déclarer l'Angola partie intégrante du

Portugal et a remplacé son nom de "colonie" par celui de "province d'outre-mer". Toutefois, cela ne peut guère entraîner de conséquences juridiques ou autres alors que les réalités matérielles, en Angola, restent fondamentalement inchangées et que le travail forcé, la législation relative aux impôts indigènes et d'autres mesures sévères et discriminatoires restent en vigueur. Une position juridique ne peut s'appuyer sur une phraséologie constitutionnelle sans rapport avec la réalité.

104. L'Angola, avec une population africaine de 4 millions d'habitants, est un territoire non autonome sous administration portugaise, au sens de la Charte. Il n'est absolument pas possible de prétendre se dérober à ce fait incontestable que l'Assemblée générale a reconnu dans sa résolution 1542 (XV).

105. La compétence de l'ONU et la responsabilité du Portugal découlent du Chapitre XI de la Charte aux termes duquel le Portugal, signataire de la Charte, reconnaît la primauté des intérêts des territoires non autonomes qu'il administre et des habitants de ces territoires, accepte comme une mission sacrée l'obligation de favoriser leur prospérité et de développer leur capacité de s'administrer eux-mêmes, ainsi que l'obligation de communiquer régulièrement au Secrétaire général des renseignements sur les conditions dans ces territoires. De plus, l'ONU a été saisie de questions ayant trait à la liquidation de la domination coloniale par la Déclaration sur le colonialisme figurant dans la résolution 1514 (XV) qui a été adoptée par l'Assemblée générale sans un seul vote d'opposition. La compétence de l'ONU découle en outre du Chapitre IX, car il s'agit d'un cas où il y a violation flagrante des droits de l'homme. En vertu de l'Article 55 du Chapitre IX, l'ONU a le devoir de favoriser "le respect universel ... des droits de l'homme ... et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction ...". Dans l'Article 56, tous les Membres "s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55" (que je viens de citer en partie) "à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation". Il est donc pratiquement impossible pour les Membres de l'Organisation de s'acquitter des obligations que leur impose la Charte et d'accomplir leur tâche en matière de droits de l'homme sans traiter pleinement de ces questions à l'Organisation.

106. C'est pour ces raisons que l'ONU a toujours eu tendance à ne pas accepter que la disposition du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte soit un obstacle à son intervention, car cette disposition est interprétée comme visant des affaires nationales qui ne sont pas en même temps d'un intérêt international. Or, la Charte stipule expressément que les droits de l'homme sont une affaire d'intérêt international. Comme M. Evatt, représentant de l'Australie, l'a déclaré à la Conférence de San Francisco où la Charte a été rédigée, du moment qu'une affaire est légitimement d'intérêt international rien ne peut l'empêcher de relever des pouvoirs de l'Organisation<sup>10/</sup>. Or, je rappellerai qu'à San Francisco M. Evatt a été peut-être le partisan le plus résolu de l'insertion du paragraphe 7 à l'Article 2 de la Charte. Dans la pratique effective de l'ONU pendant les 16 dernières années, les exceptions soulevées en invoquant la compétence nationale en vertu du paragraphe 7 de l'Article 2 ont

<sup>10/</sup> Voir Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, I/1/39.

été invariablement rejetées. Elles l'ont été dans 69 cas.

107. Il faut aussi rappeler que, lors de la rédaction de la Charte, il était envisagé qu'en pratique l'ONU assumerait progressivement une autorité beaucoup plus large que celle que prescrivait la Charte, ainsi que le représentant des Etats-Unis l'a nettement déclaré à la Conférence de San Francisco lors de la discussion du paragraphe 7 de l'Article 2<sup>11/</sup>. Et c'est bien là notre espérance et notre but: que l'ONU acquière un pouvoir exécutif plus fort et une autorité plus grande afin d'être un instrument de paix plus efficace. C'est précisément ce qu'envisageait le défunt Secrétaire général dans une déclaration qu'il a faite quelques jours seulement avant sa mort au sujet du développement et de l'évolution de l'Organisation des Nations Unies. C'est là en fait le moyen pratique de progresser, par l'instrument de l'Organisation, vers l'objectif premier de l'humanité: l'établissement de la paix dans le monde par un ordre public mondial.

108. Pour en revenir au cas que nous examinons, l'intervention de l'ONU en Angola est en outre devenue une nécessité pressante après les événements tragiques qui se sont produits récemment et au cours desquels une extermination massive de la population par bombardement et nettoyages de villages et de régions entières a causé la mort de plus de 40 000 personnes et l'exode de plus de 125 000 réfugiés. L'ONU a la lourde responsabilité de ne pas rester inactive et passive devant une situation d'une telle gravité qui émeut profondément la conscience mondiale et devient une menace à la paix internationale. Aussi l'Organisation doit-elle jouer un rôle toujours plus actif dans la question de l'Angola en vue de maintenir la paix en garantissant au peuple angolais le droit à la libre détermination et à l'indépendance. Un effort concerté doit être fait pour trouver une solution juste et empêcher de nouvelles effusions de sang. Ce n'est ni par la force ni par la répression que le problème angolais pourra être réglé ni la paix rétablie.

109. Le Gouvernement portugais, après les mesures de répression qu'il a prises, a annoncé que l'ordre public règne maintenant en Angola. Mais le silence de la terre et de la mort n'indique jamais que l'ordre public règne. L'expérience de l'histoire prouve que des troubles plus graves font suite à l'accalmie et que le gouffre qui se creuse toujours davantage empêche l'entente et une solution pacifique. L'ONU s'efforce d'empêcher une telle aggravation. Son intervention, en favorisant des solutions pacifiques fondées sur la Charte, cherche à servir les intérêts de toutes les parties et de l'humanité entière. Elle peut paraître néfaste à ceux dont la politique, même temporaire, va à l'encontre de la Charte; mais, dans une perspective plus large, l'intervention de l'ONU n'est pas moins profitable à ses antagonistes actuels qui l'attaquent et s'efforcent de saper son autorité et son prestige. Aucune solution d'un problème international, quel qu'il soit, ne peut être valable et durable et ne peut assurer la paix si elle n'est solidement établie sur l'équilibre, la justice et la liberté. Ce n'est pas en évitant l'ONU et en éludant les dispositions de la Charte qu'on échappera à cette réalité. C'est en ce

sens que, comme je le disais il y a un moment, l'attitude du Portugal qui cherche à interdire à l'ONU de s'occuper du problème de l'Angola est non seulement juridiquement insoutenable, mais surtout politiquement malavisée.

110. Le Portugal a jusqu'à présent réagi comme si le problème de l'Angola était une création artificielle de l'ONU et comme si ce problème devait automatiquement cesser d'exister si on le retirait du cadre de l'Organisation mondiale. Or, ce problème est une réalité vivante, toujours plus forte, qui exercera une poussée inexorable jusqu'à ce qu'on lui donne une solution juste. Il trouve son origine dans un monde radicalement changé sur lequel le Portugal ne devrait pas fermer les yeux en restant nostalgiquement enraciné dans le XIX<sup>ème</sup> siècle, tandis que les circonstances évoluent avec une rapidité menaçante. Le colonialisme, quoi que chacun d'entre nous puisse penser ou ressentir à son sujet, est chose du passé. Chercher à le maintenir en vie par n'importe quel moyen est une entreprise futile, vouée à l'échec, avec des conséquences plus graves encore. C'est un effort négatif qui, en fin de compte, se révèle surtout préjudiciable à la puissance dominante, dont les intérêts sont irrémédiablement compromis. Les autres puissances coloniales semblent l'avoir finalement compris. L'ONU doit s'efforcer d'aider le Portugal à s'acheminer de son plein gré vers la solution du problème avant que le cours des événements engendrés par la violence et la force rende la recherche de cette solution plus compliquée et plus difficile.

111. Dans notre ère de vitesse et d'évolution rapide, le problème majeur, le problème capital qui se pose à l'humanité en toutes choses est le problème de l'adaptation. Si nous ne parvenons pas à adapter notre pensée et notre action aux conditions d'un monde changé, nous perdrons totalement le contrôle des événements et nous serons exposés à tous les graves dangers que cela implique. Alors que l'évolution prend un mouvement accéléré avec les réussites de la technologie, la nécessité d'une adaptation rapide se fait sentir de manière plus impérieuse.

112. A ce sujet ma délégation exprime l'espoir sincère que les Portugais, conscients de leur mission historique dans une culture multiraciale, se souvenant de leur splendide passé de précurseurs et de pionniers de la navigation et de l'exploration, comprendront qu'il est urgent et nécessaire de marcher avec son temps, et, dans une attitude éclairée et tout à leur profit, coopéreront de bon gré avec l'inévitable, libéralement et obligeamment. Le dicton "C'est en donnant qu'on reçoit" peut fort bien trouver une application politique pratique dans un monde de plus en plus interdépendant.

113. Nous ne méconnaissons pas les difficultés auxquelles se heurte le Gouvernement portugais, ni l'ampleur des répercussions qu'aurait sur son économie une rupture de ses relations avec l'Angola. Mais c'est en raison même de ces considérations que le Portugal devrait se mettre au plus vite à repenser sa politique angolaise avant qu'il soit trop tard, en respectant et en appliquant pleinement le droit du peuple angolais à déterminer son propre statut et son avenir, dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Cela ne pourra que créer une atmosphère nouvelle et saine, favorable à l'établissement, entre le Portugal et l'Angola, de relations fondées sur la liberté et l'égalité, pour le bien commun.

<sup>11/</sup> Voir Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, 1/1/42.



114. Nous sommes persuadés que la discussion de cette question à l'Assemblée générale et l'intervention de l'ONU en Angola sont nécessaires à cette fin, pour aider à la recherche d'une solution pacifique. C'est dans cet esprit que nous nous étions joint à d'autres délégations pour demander, dans la lettre en date du 20 mars 1961, l'inscription de la question de l'Angola à l'ordre du jour de l'Assemblée, à la précédente session et à la présente session. Nous avons le sentiment que, malgré tout, l'influence de l'ONU n'a pas été totalement sans effet. L'ONU devra continuer à suivre le problème de près et chercher à éviter de nouvelles effusions de sang en faisant constamment pression pour obtenir la mise en œuvre, au moment voulu, du droit du peuple angolais à la libre détermination et à l'indépendance.

115. Dans ce même esprit, ma délégation et celles de 43 autres pays ont présenté un projet de réso-

lution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] qui, je l'espère, sera adopté à une très forte majorité par l'Assemblée. C'est un projet de résolution modéré qui vise à faciliter la coopération du Portugal avec l'ONU et le peuple angolais, dans un effort pour résoudre le problème par des moyens pacifiques.

116. Ma délégation espère sincèrement que le Gouvernement portugais, agissant avec la sagesse politique qui n'a jamais fait défaut à la nation portugaise, coopérera de façon positive avec l'ONU dans un effort commun pour donner au problème de l'Angola une prompt solution, conçue dans l'intérêt bien compris de tous les intéressés et dans le cadre de la Charte. Ainsi, l'ONU ajoutera une nouvelle pierre solide à l'édifice de la paix universelle fondé sur la liberté universelle.

*La séance est levée à 13 heures.*